

La transition écologique

02 02 2019 - Mail haut, à Marcy l'Etoile

Organisateurs : Claire et Christian CHABUEL
Secrétaire : Alain FUMEY

Table des matières

1. Préambule.....	2
2. Introduction	2
3. Les interventions.....	3

1. Préambule

La prise de note a été effectuée 'au vol', selon ce que le rédacteur a pu saisir. Il s'agit ici d'une transcription fidèle du manuscrit – hors les fautes éventuelles de forme – selon ce qui a pu être compris et résumé. Nous vous prions de signaler les erreurs manifestes ou omissions que nous rectifierons autant que possible (il ne s'agit pas de refaire un débat, même si l'exercice pourrait s'avérer fructueux). Le rédacteur vous prie également d'excuser les erreurs éventuelles sur les identités des intervenants.

2. Introduction

Claire et Christian Chabuel rappellent le principe de la démarche : c'est leur initiative, en tant que citoyens ; elle n'est liée à aucun courant politique, syndical ni associatif. Le questionnaire proposé est vu comme un outil commode mais en rien limitatif.

L'un des élus municipaux qui participent, en tant que simples citoyens, confirmera un peu plus tard, mentionnant les tensions entre l'exécutif actuel et les élus locaux, nées de leur mise à distance des décisions.

Le PwP présente les règles du débat : écoute bienveillante et ouverture ; il rappelle enfin quelques données sur le sujet.

3. Les interventions

Christian :

expose sa sensibilité pour une consommation locale (soutien des petits producteurs et réduction des déplacements)

Mme P :

utilisatrice du marché pour le local ; sensible à la profusion de déchets (sacs plastique...) dans la nature

Corine L :

travaille à Messimy, et souligne l'impossibilité pratique des transports en commun (TC) pour les trajets 'transversaux' ; rappelle les coûts cumulés des différents mode (TCL, SNCF) qui ne favorisent pas l'utilisation des TC vers la métropole. S'inquiète de la diminution des zones agricoles et donc de l'éloignement des producteurs (avec un surcoût pétrolier consécutif à la concentration urbaine)

Mr G (90 ans) :

connait l'écologie, pratiquée simplement depuis l'enfance ; met en cause le 'progrès' dans l'accroissement des inégalités, de la détérioration de la santé... Rappelle la supériorité de *l'être sur l'avoir* ; pointe également que « la terre ne pousse pas », ne peut pas se remplacer. Estime que la vénalité des responsables favorise la dérive agressive des gens ordinaires.

Yves J :

inquiet sur la qualité de l'air ; signale une réglementation métropolitaine de création de 'zones à faible émission' visant les véhicules ; se fait l'écho des difficultés de TC périphériques ; mentionne le chauffage comme pôle important de consommation d'énergie, avec le remède : l'isolation. Signale enfin un problème préoccupant sur l'approvisionnement en eau de la métropole, à partir d'une unique source (la nappe phréatique du Rhône)

Loïc C :

sensible au 'réchauffement' et particules fines ; s'inquiète de la consommation des ressources ; tempère l'idée de 'consommation locale' pour son faible impact mondial ; pointe l'effet potentiellement positif de l'étiquetage des produits concernant leur provenance, la traçabilité : l'impact potentiel essentiel vient du consommateur (*intervention courte sur les fraudes potentielles*). Estime que la pollution de l'air vient essentiellement du transport et souhaite l'encouragement du vélo, notamment par le biais de voies dédiées, protégées. Ne croit pas à l'efficacité de la 'prime' pour le changement de véhicule. Est sensible au gaspillage, en particulier alimentaire. Serait partisan de mesures coercitives, notamment fiscales.

Nicole B :

préoccupée par le réchauffement, mais pessimiste au vu de la Chine et des US [*peut-être faut-il lire 'Chine et Inde', NDR*] largement en tête de producteurs de CO₂, qui réduisent à l'anecdotique toute tentative française dans ce domaine. Interloquée en voyant le nombre de voitures particulières sur les parkings des grandes entreprises locales ; croit au covoiturage (*court échange rappelant l'existence d'un site 'écomouv', sans doute à perfectionner et populariser*) Note que le pk-relais Gorge de L est toujours saturé.

Christian Ch :

partisan également de la coercition envers les salariés pour leurs déplacements

Un intervenant : estime que le réseau TCL ne s'améliore pas

Carole :

sensible à la pollution, à laquelle elle attribue la raréfaction des oiseaux, abeilles ; incriminerait le transport aérien. Mentionne la vente en vrac, à l'unité, pour les denrées alimentaires ; s'étonne de la disparition du 'ferroutage'

Frédérique G :

rappelle que si l'offre de transport n'est pas satisfaisante, on ne l'utilise pas (horaires, sécurité...) ; le citoyen n'a pas toujours la capacité de se conformer aux solutions proposées (TC). Pense que la solution ne peut venir que des institutions. Pointe la divergence des intérêts économiques / écologiques : sceptique sur la liberté laissée aux intérêts marchands ; mentionne une initiative associative récente sur les transports dans l'Ouest lyonnais ; rappelle la baisse du transport ferroviaire au fil des ans (65.000km → 9000km)

Françoise T :

souligne la qualité de vie sur la commune ; estime que la lutte contre le gaspillage est d'abord individuelle

Magali M :

sensible aux transports (TC impraticables en transversal). Impressionnée par la démission de N.Hulot comprise comme marque de son impuissance sans les citoyens. Production locale ? oui mais bio, sinon...

Yvonne B :

souhaite remettre l'humain au centre de la question ; sensible à la nourriture saine, la qualité de l'air, l'eau. Mentionne la responsabilité des décisions institutionnelles sur certains problèmes de santé (ex = augmentation des malformations pour les naissances à proximité des grands axes). Est hostile au nucléaire et favorable aux énergies renouvelables. Parle d'un « défi énergie » auquel deux équipes ont participé sur Marcy, sans résultat notable. Souhaite une déconcentration des moyens d'information (écologie, énergie) de la métropole afin de pouvoir trouver localement des conseils. TC : deux problèmes, la transversalité et les pk-relais. Zones agricoles : les bâtiments industriels repoussent les terres agricoles ; pointe la mauvaise répartition des subventions et les lacunes des formations, en particulier initiales, ainsi que le déséquilibre subi par les petits producteurs.

Olivier B : s'inquiète de la raréfaction des terres agricoles, qui rend l'installation et le développement difficile ; signale le mouvement *terre de lien* dont l'objet est l'achat de terres agricoles afin de les fournir en location à bas prix aux agriculteurs. Déploie l'absence de taxe sur le kérosène au vu du bilan énergétique / écologique. Reprend l'idée d'antennes locales de l'ALEC. Pointe l'absence de contrôle des bâtiments estampillés 'conformes à la réglementation' et suggère l'intégration de cet aspect à la 'garantie décennale'. Rappelle le poids prépondérant de *l'acte d'achat*. Rappelle l'existence d'une liste de producteurs d'électricité estampillés 'verte' [*par une unique source, NDR*]

Jean L : 'transition écologique' = changement d'état ; constate l'évolution depuis les années 70 sur un modèle productiviste, et son impact négatif sur l'unique planète à disposition. Sensible au 'réchauffement climatique'. Rappelle également que le premier pouvoir est celui de l'acheteur, et aussi l'exemple donné aux enfants. Parle de 'défi démographique'. Souhaite le respect des engagements du COP21. Décline les politiques coercitives auxquelles il préfère l'incitatif. Souhaite voir prise en compte la *santé* (des hommes, des animaux, des plantes) dans les politiques écologiques. Pointe également un autre pouvoir : le vote (tout en signalant son scepticisme sur le pouvoir relatif des différentes assemblées européennes : l'exécutif possède le dernier mot en choisissant de mettre en œuvre ou pas...)

Mme L : ancienne infirmière. Signale un problème aux conséquences inconnues : l'absence de filtrage des eaux usées issues des établissements hospitaliers, pourtant à forte concentration de produits médicamenteux sensibles (anti cancéreux...) S'interroge sur l'adéquation des maisons dites 'écologiques', sans protection contre la canicule. Questionne également les actions vues comme écologiques : cultiver son jardin consomme de l'eau ; nettoyer les déjections canines utilise des sacs en plastique ; les textiles modernes : pas vraiment écologiques. Estime que le changement est d'abord personnel.

Un intervenant : 'chassé' de Craponne par la transformation d'un chemin vicinal en voie à grande circulation ; pointe la logique productiviste. Mentionne l'extension des trottoirs et du covoiturage, mais signale que les vélos sont souvent perçus comme des gêneurs par [*certains*] automobilistes

Michel B : remercie les organisateurs

Evelyne * : apprécie le mot 'transition' ; pointe l'impossibilité pour les actifs de 'vivre vert'. Verrait favorablement le futur service civique ouvert à des actions écologiques. Le vélo : oui mais pas toujours possible (ex=volume des courses) S'étonne de l'absence de véhicule hybride de moyenne gamme ; envisage l'utilisation des panneaux solaires pour recharger la voiture hybride. S'interroge sur la température intérieure (trop chaude) de certains bâtiments communaux (*suit une intervention : il suffit de le signaler à l'accueil de la mairie*)

Amaury B : natif de Marcy ; constate la 'minéralisation' de la commune, sans compensation. S'interroge sur les circuits de distribution (ex=poisson pêché en Norvège, conditionné en Chine, vendu en Europe)

Un intervenant : inquiet du ‘changement climatique’ ; sceptique sur une ‘taxe kérosène’ éventuelle qu’il voit comme un ‘permis de polluer’ (*petit débat : taxe kérosène impossible localement car les avions s’approvisionnent ailleurs ; éviter de prendre l’avion : fausse ‘bonne idée’, on peut rarement faire autrement, et l’avion est souvent moins polluant – bilan global – que la voiture. Les vidéo conférences évitent des transports*)

Jocelyne B : mentionne les feuilles de chêne dont la tombée tardive ne permet pas la dépose en déchetterie (fermée fin novembre) ; interdiction de les brûler : quelle solution ? Mentionne un effet annexe de la difficulté des transports transversaux : elle entrave la recherche d’emploi.

Patrick B : s’inquiète des voitures électriques : pollution invisible mais réelle, seulement déportée ; questionne les subventions ‘écologiques’ ; donne l’exemple des capteurs solaires, pour lesquels le coût du recyclage n’est pas pris en compte ; observe que les subventions profitent aux entreprises chinoises, et que le producteur local n’en bénéficie pas et ferme car ses charges sont trop élevées ; donne également l’exemple de gaines d’isolation, importées massivement (6 semis par semaine) de Rép. Tchèque, au détriment d’une entreprise locale – et de l’impact écologique dû aux transports. Rappelle l’historique du diesel : au début peu répandu et satisfaisant ; les pbs sont venus de la multiplication des véhicules diesel ; prévoit la même évolution pour la voiture électrique. Signale également l’évolution de l’occupation du territoire : « le centre de la France, c’est mort » ; les anciens hectares d’asperges, ou de concombres, sont devenus des friches ; attribue la cause à la concentration urbaine, avec l’étalement des zones d’habitation et l’augmentation des déplacements (*petit débat : c’est un choix d’aménagement, parallèle à la suppression des services publics ; quelqu’un rappelle le modèle allemand opposé, avec des villes nombreuses et petites (100-200.000h) et un territoire plutôt homogène*)

Josiane Ch : déplore les déchets et le gaspillage de nourriture

J. Marc A : signale que l’exemplarité (des parents) ne fait pas tout, les enfants font leurs propres choix adultes. ‘transition écologique’ : inquiet pour la planète et l’espèce humaine ; estime que la solution est individuelle (ce que je peux faire) davantage qu’institutionnelle. Note que les pollutions étrangères s’invitent chez nous (charbon...) Energies renouvelables : sceptique sur l’éolien et le photovoltaïque (reprend les questionnements mentionnés). Son ‘poil à gratter’ : le tri sélectif et le ferroutage, au vu des flux de camions (bilan éco ?) Etait favorable à l’écotaxe ; estime qu’il serait sage d’aider les entrepreneurs et salariés français (augmentation des taxes payées également par les extérieurs, compensée par la baisse de charges nationales)

Eric M : Travaille à St Maurice de B ; sensible au ‘réchauffement climatique’ ; parle d’une aide [*souhaitée ? NDR*] à l’achat de vélos. Relève le problème posé par la concentration des territoires, contraire à la logique. Souhaite le respect des directives européennes. A été impressionné par Tchernobyl et Fukushima : s’inquiète des déchets. Mentionne les textiles, et la concurrence déséquilibrée (fermeture des usines en France). ‘Ecologie punitive’ : n’y croit pas trop, pense davantage à l’incitation ; signale des améliorations simples et peu

coûteuses, comme la souplesse des horaires de travail pour faciliter l'adaptation aux horaires pas toujours réguliers ni commodes des TC.

Ajouts du participant :

- parle d'une aide à l'achat de vélo : oui, je suis partisan de la mise en place d'aide(s) à l'achat de vélo à assistance électrique et également partisan de rendre obligatoire pour toutes les entreprises la prime aux déplacements vélos (et non pas facultative comme c'est le cas actuellement).
- relève les problèmes posés par la concentration des territoires : avec les difficultés pour se déplacer et pour se loger dans des grandes métropoles alors que les villes moyennes perdent des populations, des services et que le prix des propriétés dans ces villes moyennes diminue.
- souhaite le respect des directives européennes : notamment dans le domaine de la protection des espèces animales, particulièrement des oiseaux, directives qui font l'objet de chantage de la part des chasseurs et ne sont pas respectées par nos gouvernements successifs
- s'inquiète des déchets : dont le traitement n'est pas pris en compte pour évaluer les coûts réels de la filière nucléaire.
- concurrence déséquilibrée : qui voit des pays comme la Chine ne pas respecter les droits humains ni l'écologie, et détruire des pans entiers de notre industrie. Demande de mettre en place des droits de douane pour rattraper ces déséquilibres.
- écologie "punitif" : ne considère pas les taxes et impôts "écologiques" comme une punition mais comme une nécessité pour modifier les comportements

Alain F : impressionné par la qualité des interventions, dont la somme met en lumière une image assez juste des difficultés. Estime toute proposition légitime à condition qu'elle se soumette à l'étude critique : il reste ensuite un choix à effectuer ; mais récuse les affirmations basées sur des données tronquées ou incomplètes, ou une argumentation trop pauvre ; s'interroge par exemple sur la part naturelle des évolutions du climat, et accorde un crédit limité aux rapports de personnes dont la survie dépend de la capacité à prédire des catastrophes. Dubitatif sur l'importance d'un gaspillage alimentaire, beaucoup plus préoccupé par le gaspillage des ressources naturelles (métaux...) dû à « l'obsolescence programmée » voire la mise au rebut de matériels coûteux ou sophistiqués encore en état de fonctionner (électronique, voitures...). Estime les subventions « écologiques » largement questionnables, d'une part lorsque les bénéficiaires sont massivement des entreprises étrangères, d'autre part sur leur bilan global (ex : voiture dont l'impact écologique est essentiellement dû à la fabrication – sur la base du coût pour une première approche ; autre ex : les éoliennes dont le bilan énergétique global apparaît anecdotique alors que l'impact – pollution néodyme, corps en béton – est négligé : s'interroge sur le coût du démantèlement laissé à la charge du propriétaire de terrain et l'opacité des subventions). Souhaiterait davantage de curiosité sur les accusations de conflits d'intérêt impliquant certaines ONG. Pollution de l'air : mentionne le livre d'un haut fonctionnaire de la ville de Paris qui la relativise fortement, données officielles en mains ; observe par ex la disparition des épais brouillards lyonnais de sa jeunesse, dus à la pollution d'alors.

Claire Ch : parle de son enfance, des légumes de saison, du recyclage habituel, l'attention à ne pas gaspiller. Puis l'évolution avec l'arrivée de fruits hors saison. Estime que les enfants sont attentifs à ce qu'ils achètent. Une sœur agricultrice s'est engagée dans la 'production raisonnée', puis le bio, mais rencontre des obstacles. Estime que chacun peut faire quelque chose. S'interroge sur la récupération de l'écologie par tel parti politique.

Christian Ch : remerciements. Se retrouve en grande partie dans ce qui a été dit. Pointe le problème de trouver des objectifs communs.

La fiscalité et les dépenses publiques

09 02 2019 – Maison pour Tous, à Marcy l’Etoile

Organisateurs : Claire et Christian CHABUEL
Secrétaire : Alain FUMEY

Table des matières

1. Préambule.....	2
2. Introduction	2
3. Les interventions.....	3
4. Débat ouvert (fin de séance)	10

1. Préambule

La prise de note a été effectuée 'au vol', selon ce que le rédacteur a pu saisir. Il s'agit ici d'une transcription fidèle du manuscrit – hors les fautes éventuelles de forme – selon ce qui a pu être compris et résumé. Nous vous prions de signaler les erreurs manifestes ou omissions que nous rectifierons autant que possible (il ne s'agit pas de refaire un débat, même si l'exercice pourrait s'avérer fructueux). Le rédacteur vous prie également d'excuser les erreurs éventuelles sur les identités des intervenants.

2. Introduction

Rappel du principe : initiative privée, pas de limitation du sujet.

PwP de présentation du sujet : les chiffres des dépenses publiques, rapportées à 1000€ ; on trouve, selon les données officielles, 575€ pour la protection sociale (dont 268€ retraites et 191€ sécurité sociale), 143€ de dépenses sectorielles, 60€ de dépenses régaliennes (défense, sécurité, justice), 96€ pour l'éducation, 23€ recherche, 66€ administrations publiques et 37€ charge de la dette.

3. Les interventions

Petit débat sur les chiffres : bien distinguer la *charge de la dette* (3,7% du budget) de la *dette* elle-même (environ 100% du PIB) ; Environ 60% de la dette sont portés par des institutions financières étrangères (source Wikipédia)

Il faut discriminer selon le type de dette (investissement productif...) car les remèdes sont différents.

Retraites : d'où viennent les ressources ? comment sont-elles alimentées ? de quelles retraites s'agit-il ?

Progressivité de l'impôt : 44% des ménages paient l'IRPP ; d'autres pays ont moins d'impôts mais les prestations similaires sont privées. Dans les questions qui se posent : où est la justice fiscale ? quelle est la pertinence des dépenses ? de quel type de fiscalité parle-t-on (TVA, entreprises...) ?

Michel P :

comparer les dépenses publiques : l'argent est-il *bien* utilisé ? Donne l'ex de l'enseignement privé qui coûte 30% moins cher à l'état que le public – source = cour des comptes. Les biens communs doivent être financés : comment ? Personne ne s'attaque aux dépenses car c'est politiquement suicidaire ; par exemple l'âge précoce de départ à la retraite (davantage que les voisins). Estime nécessaire de déconcentrer, décentraliser, déléguer car la centralisation met dans l'incapacité de tout gérer. Pointe que beaucoup d'objets d'usage quotidien sont produits à l'étranger (électronique, logiciels...) Rappelle la mésaventure d'Alstom et la perte d'indépendance énergétique ; déplore l'absence du sujet dans les médias car c'est un point central pour notre avenir.

Frédérique G (contrôleur financier) :

Conteste la supériorité de la Dépense publique française par rapport aux autres pays d'Europe car les chiffres ne recouvrent pas la même réalité d'un pays à l'autre. En réalité, la France est dans la moyenne des pays européens.

Estime que le rôle de l'Etat n'est pas de se concentrer sur ses seules missions régaliennes, mais d'agir dans tous les domaines pour garantir un même accès aux droits, aux services publics et aux infrastructures à tous et sur tout le territoire national.

Réclame :

- la fin du CICE qui coûte près de 20 milliards par an sans contre partie
- le rétablissement de l'ISF
- la baisse de la TVA sur les produits de 1 ère nécessité
- une progressivité de l'impôt avec plus de tranches et un taux plus élevé pour les derniers tranches.

Sur le site de l'INSEE, il est clair que la part des cotisations des travailleurs étrangers dans le budget de la sécurité sociale (santé, vieillesse, retraite et chômage) est excédentaire de plusieurs milliards chaque année par rapport aux allocations qui leur sont reversées. Ce sont eux qui paient en partie nos allocations. Affirmer qu'ils bénéficient de la générosité avec l'argent des autres relèvent du racisme et du mensonge.

On peut d'ailleurs ajouter que pour que la sécurité sociale soit à l'équilibre, on pourrait demander aux grandes entreprises qui distribuent des dividendes, de payer les cotisations qu'elles doivent, et que si le salaire des femmes était égal à celui des hommes pour un travail égal, cela rapporterait 15 milliards de cotisations supplémentaires.

Chantal M : (*apporte le fruit d'une réflexion familiale*)

réagit également au rapport de la cour des comptes sur les coûts comparés public / privé : les bâtiments sont-ils pris en compte ? Et ceux qui ne sont pas liés uniquement à l'enseignement ? TVA, IRPP : souhaite un rééquilibrage (rappel : IRPP = impôt sur le travail ; TVA = impôt sur la consommation)

Marcel M :

parler des *recettes* ; comment *ne pas* augmenter la dette ? les taux actuels sont bas ; une faible augmentation met tout le système par terre.

Chantal D :

s'intéresse aux 44% soumis à l'IRPP ; craint que les plus gros revenus n'y échappent par l'évasion.

Loïc C :

rappelle l'existence du site <https://www.performance-publique.budget.gouv.fr/> qui fournit le détail du budget de l'état en une 12^{ne} de pages. Niveau de la dette : 2.200Mds, augmenté de 80 Mds chaque année, avec 40 Mds d'intérêts annuels ; observe que l'IRPP sert pour moitié à payer les intérêts de la dette. Satisfait de payer des impôts. Mentionne que le courage politique [pour diminuer les dépenses] nécessite le soutien de la population : taxer davantage : qui ? réduire les dépenses : quoi ?

Chantal D :

retraite : l'âge de départ est un critère incomplet, c'est la durée de cotisation qui doit être prise en compte ; peu partent réellement à 62 ans (durée insuff). S'interroge également sur une forme *d'impôt sur l'impôt* (CSG non déductible)

Cécile B :

estimerait normal que tout le monde contribue, quel que soit son revenu (participation, responsabilité) S'interroge sur les indemnités des politiques, les frais, les prêts dont ils bénéficient (*petit débat : l'impact serait faible mais cela pourrait contribuer à la moralisation ; qqun fait observer que des efforts ont été faits, et que les frais sont plafonnés, et versés sur justificatifs*)

Patrick B :

souhaite que tout le monde paye, même de façon symbolique (comparaison avec l'association dont on utilise les services moyennant cotisation) ; souligne l'importance du lien. Explique que pour qu'un ouvrier reçoive 10€, l'employeur doit déboursier 40... souhaiterait reporter les charges sur la TVA, qui s'applique également aux entreprises étrangères. S'interroge sur des retraités écossais ou américains aux gros moyens, qui peuvent effectuer en France de gros investissements immobiliers (*débat : le retraité américain n'est pas privilégié : cela dépend où son capital a été investi ; certains perdent toutes leurs économies dans une crise, et on les retrouve dans des petits boulots à 70 ans et +*)

Une intervenante : retraitée, s'est appliquée à ne jamais entretenir de dette, contrôlait son budget ; rappelle l'importance des *devoirs* en regard des *droits*. L'entretien des anciens responsables politiques l'agace. Rappelle que la vraie richesse est le *travail* (cite les GJ en exemple)

Marie Jo P :

vient du secteur de la santé. Voit dans l'hôpital une protection sociale ; inquiète de l'évolution qu'elle observe, avec le coût de technologies sophistiquées parallèle aux compressions budgétaires (ex= 10 min / toilette pour une aide soignante en Ehpad) Souhaite davantage de transparence dans la répartition des impôts. S'inquiète de la dette.

Un intervenant : rappelle la baisse du pouvoir d'achat. S'interroge sur le CICE qui n'est pas soumis à contrôle ; les baisses de charge sont déduites des cotisations maladies : qui compense ? Souhaite davantage de transparence, notamment publique ; observe par exemple qu'on trouve difficilement des chiffres pertinents sur le chômage. Perçoit une dégradation de la situation avec un écart grandissant entre les très riches et le reste de la population. S'interroge sur la régulation et le contrôle (donne l'ex des autoroutes remises au secteur privé)

Anne D :

Sensible à la notion de *consentement à l'impôt*. Est satisfaite de payer des impôts qui servent à financer ceci ou cela ; mais 44%... ? Le symbole est important (ne pas être exclu de la communauté publique) A été intéressée de voir les débats. Observe qu'on subit des réformes incessantes, qui coûtent, et sont mises (en partie) au rebut sans évaluation. Satisfaite de la progressivité de l'IRPP, inquiète des effets sur les tout petits salaires. S'interroge sur la suppression de l'ISF, vue comme *cadeau aux plus hauts revenus*, source selon elle de la colère. Elle perçoit le rejet des corps intermédiaires comme un mépris de la part de la classe dirigeante.

Un intervenant : a dirigé une ehpad, en appliquant les règles de prudence. S'interroge sur la notion d'*égalité* : estime que tout le monde devrait payer l'IRPP.

Philippe M : (ancien ingénieur nucléaire)

est interpellé par le mouvement des GJ ; observe une asymétrie considérable de l'information : a par exemple mis beaucoup de temps à comprendre certains ponts spécifiques dispersés au fil d'un grand nombre de pages dans les documents officiels (donne l'exemple de la *diminution* du taux de pauvreté malgré l'augmentation du niveau de vie des plus riches).

Il rappelle que la SS est bien gérée (3% frais gestion).

Le pouvoir d'achat moyen comparé retraité / actif (supérieur pour le retraité).

En France les dépenses de solidarités corrigent fortement les inégalités de revenu primaire. (*débat : l'information existe, le pb vient de la communication ; il serait peut-être judicieux de recevoir sur la feuille d'impôts le montant des prestations reçues – allocations diverses... - en regard des sommes versées*)

Jacques C :

mentionne un point non évoqué : l'uniformisation des fiscalité européennes. Mentionne les *niches fiscales* ; mais elles servent également à financer les associations à moindre coût qu'une intervention de l'état. Souhaite la généralisation de l'impôt.

Jacques C :

souhaite porter le débat sur la *retraite des fonctionnaires* : les anathèmes masquent des disparités de calcul pas nécessairement en faveur des fonctionnaires (ex = les primes et HS

ne sont pas intégrées, moins d'avantages que dans le privé...) et les contraintes de service non plus.

Jacques : (Brindas) ancien vérificateur aux impôts ;

énonce un principe : l'impôt doit toucher le plus de monde possible, et chacun doit participer à hauteur de ses moyens. L'ISF passait pour *l'impôt de la jalousie*, sensible aux montages financiers ; présentait l'avantage d'orienter une partie des dons vers les associations. La CSG : au départ appliquée sur l'intégralité des rentrées ; le pb est son évolution ; s'interroge sur sa validation par le conseil constitutionnel. Déploie un système qui ne prend pas en compte l'intégralité des rentrées (y compris alloc) entraînant une grande injustice au détriment des actifs (*question : la CAF ne « connaît » pas les autres alloc ? rép = non, uniquement les revenus soumis à impôt*) « Flat tax » [sur les capitaux mobiliers] ? coût estimé : 18-20 Mds € ; s'interroge sur le taux (12,8%) là où le premier taux d'IRPP (sur salaire) est à 14% ; pointe les effets pervers des lois de finance, avec l'évasion fiscale.

Michel S :

rappelle l'origine de ce débat : la crise des GJ, avec le déclassement d'une partie de la population. S'interroge sur la manière dont est défini le budget, d'importance primordiale mais dont le débat est esquivé. N'en comprend pas le fonctionnement, ne le voit pas abordé dans les débats, ne voit pas la logique des arbitrages entre les dépenses.

Michel P :

estime que 2 « niches fiscales » sont inamovibles : les « aides familiales » (le CESU) qui transfère une partie de l'impôt sur le budget SS ; et la fiscalité sur les « dons aux œuvres » dont la disparition entrainerait une prise en charge plus coûteuse par l'état. S'interroge sur l'épargne orientée vers la spéculation ; propose une solution d'investissement durable, défiscalisé sur le long terme.

Alain F :

rappelle pour comparaison que la fiscalité américaine est lourde : hauts revenus mais amputés de moitié en taxes diverses. Rappelle que les allocations familiales sont un investissement pour la génération suivante, et s'interroge sur la pertinence de la condition de revenu qui en change la nature. Est impressionné par le poids majoritaire des « redistributions » dans le budget public : c'est une prise de pouvoir sur les bénéficiaires ; est-ce le rôle de l'état, et pourquoi la proportion du *régalien* est-elle si faible, là où c'est précisément la mission spécifique de l'état ?

Christian :

apprécie les interventions techniques éclairantes. Souligne pour sa part le vieillissement de la population et le poids éventuel pour les familles. Entreprises : il faudrait travailler à les rendre concurrentielles ; si les voisins ont des charges très inférieures, on a du souci ; on cherche donc des solutions dans un système biaisé. (*débat : le problème est également celui de la technique : nos concurrents suisses ou allemands sont en avance dans certains domaines*)

Claire :

souhaite l'impôt pour tous, par justice (précise qu'elle a également vécu une période 'tendue') : c'est une *contribution* qui nous rend partie prenante, responsable. S'interroge

également sur l'absence de débat sur les lois de finance : on est en droit de savoir comment est utilisé notre argent.

4. Débat ouvert (fin de séance)

Par la TVA, chacun paye l'impôt

Une partie de la fiscalité est européenne et notre influence est nulle

Les GAFA : un premier pas a été fait : ils seront désormais imposés dans le pays où est réalisé le CA

CAC 40 : les grandes entreprises réalisent 70-80% de leur CA à l'extérieur. Notre avenir se joue sur notre capacité à tenir notre place sur le plan scientifique et technique

Subventions : est-il normal qu'elles bénéficient majoritairement, dans certains cas, aux entreprises étrangères, implantées à l'étranger, y compris sur un autre continent ?

Allocations : est-il juste qu'elles soient attribuées à des personnes étrangères, qui n'ont contribué en rien et reçoivent les bénéfices ? La générosité choisie, pourquoi pas, mais quel est le sens de cette « générosité avec l'argent des autres » ? Et quid du développement entravé des pays d'origine, à cause de cette fuite bien peu civique ?

Technologie : trop de « transfert de technologie » s'est fait sans contrepartie (ex= 'TGV chinois')

Epargne : le livret A était au départ destiné au financement des logements sociaux, transféré depuis au privé.

Taxe sur les transactions financières : l'imposition de 0,3% ne s'applique pas lorsque la revente est faite dans la journée (loi de 2012) ce qui favorise la spéculation pure, en particulier électronique.

La démocratie et la citoyenneté

16 02 2019 – Maison du Mail, à Marcy l’Etoile

Organisateurs : Claire et Christian CHABUEL
Secrétaire : Alain FUMEY

Table des matières

1. Préambule.....	2
2. Introduction	2
3. Les interventions.....	3
4. Débat ouvert (fin de séance)	8

1. Préambule

La prise de note a été effectuée 'au vol', selon ce que le rédacteur a pu saisir. Il s'agit ici d'une transcription fidèle du manuscrit – hors les fautes éventuelles de forme – selon ce qui a pu être compris et résumé. Nous vous prions de signaler les erreurs manifestes ou omissions que nous rectifierons autant que possible (il ne s'agit pas de refaire un débat, même si l'exercice pourrait s'avérer fructueux). Le rédacteur vous prie également d'excuser les erreurs éventuelles sur les identités des intervenants.

2. Introduction

Présentation du thème (site officiel et autres sources) :

La baisse sensible du nombre d'électeurs (divisé par 2 entre le 1er et le 2d tour de la présidentielle) traduit une défiance massive. Le point critique est l'immigration (quelques chiffres, qui ne prennent pas en compte l'immigration non contrôlée). Cinq points sont particulièrement sensibles : le rapport entre citoyens et élus (nombre d'élus...) ; les modes de scrutin (représentativité ?...) ; la participation des citoyens (RIC...) ; la vie citoyenne (incivilités...) ; l'intégration (immigration...)

3. Les interventions

Nathalie :

le cumul des mandats n'est pas nécessairement gênant, il participe au maintien de la proximité ; ce qui est plus problématique est la longévité (« carrière politique » exclusive)

Patrice L :

comptabiliser les votes blancs : pourquoi pas, mais pour en faire quoi ?

Fabienne L : (enseignante en lycée technique)

sensible aux incivilités, vécues dans son établissement (manque de soin, de respect, déchets abandonnés...)

Eric M : (militant syndical)

dans les incivilités, il faut compter les voitures posées n'importe où, les haies qui débordent... Rappelle le referendum européen bafoué, l'usage quasi systématique du 49-3 dans le quinquennat précédent, et actuellement le gouvernement par ordonnances et le mépris des corps intermédiaires (CI). Donne des chiffres du financement des partis : 60 M€ viennent des institutions publiques, 100 M€ viennent du privé : estime que le poids du privé fausse le jeu démocratique ; propose l'idée d'un « chèque politique » laissé à la liberté de chaque citoyen (par ex case à cocher sur la déclaration d'impôts) à attribuer au parti de son choix ; ce système pourrait être étendu aux syndicats. Cumul des mandats : également sensible à la durée excessive. Referendum local / national : sur quels sujets ? peut favoriser les regroupements communautaires. Inquiet de voir les Etats assignables en justice par les grandes entreprises.

Maryse G :

très sensible aux incivilités (voitures, chiens...) et se sent agressée par les propriétaires inciviques des chiens. Observe que ce n'est pas une question d'âge (en général 65-70 ans pour les propriétaires indéclicats de chiens)

Jacques C :

se retrouve dans les problèmes d'incivilité évoqués ; pense à une information plus étendue. S'interroge sur la possibilité d'un « comité d'évaluation des lois », chargé d'éliminer celles qui ne servent à rien ou sont inefficaces, par des citoyens non élus. (débat : veiller également aux décrets d'application : l'exécutif a la possibilité de bloquer par l'absence de décret une loi votée à la majorité.) Cumul des mandats : souhaite une limite d'âge (75 ans...) par ailleurs estime que 2 mandats consécutifs sont suffisants : davantage empêchent l'apparition de nouveaux talents. Favorable à un referendum local et plutôt favorable au vote obligatoire mais avec comptabilisation des votes blancs.

Yves J :

évaluation des lois : propose sur tirage au sort, sur le principe des jurys populaires. Elections : favorable à la coercition. Referendum : son analyse est que l'élu arrive avec des idées qui lui semblent pertinentes mais qu'il peut faire fausse route : d'où l'importance pour les citoyens de reprendre la main. Par ailleurs des problèmes imprévus surviennent

régulièrement et il serait important de consulter régulièrement la population. En particulier les accords internationaux devraient être soumis à referendum.

Luc S :

estime que la « démocratie » est née au début du XIXème, surtout en ce qui concerne le niveau national car le niveau local est plus créatif. Observe que les réformes successives de la Vème république ont peu modifié les modes d'élection (vote électronique...) Souhaite l'utilisation plus extensive de l'internet. Déploire le passage du septennat au quinquennat, qui verrouille le débat.

Anne D : (également syndicaliste CFDT)

observe l'absence de jeunes dans ce débat ; estime qu'il s'agit d'un déficit de « parentalité », également sensible dans la multiplication des « incivilités ». Doute de l'efficacité, dans ce domaine, de rappels dans un organe de communication municipal ou autre. Comprend le mouvement des GJ qu'elle voit comme conséquence du mépris des CI, particulièrement flagrant pour l'exécutif actuel. Elle n'a pas de défiance de principe envers les élus, et doute d'un « comité d'évaluation des lois » par des gens qui ne se sont pas engagés. Referendum : craint les manipulations, la forme des questions. Favorable à l'idée du « chèque politique ». Estime que la pauvreté doit être combattue et l'accueil généralisé.

Claudine : (ancienne HCL)

a été marquée par la violence des contacts entre syndiqués et autres personnels qui n'obtenaient pas satisfaction. Son engagement n'est pas électif ni syndical mais associatif et bénévole. Observe un investissement varié des jeunes, sur un rythme très rapide. Vote : serait favorable à l'ouverture du vote à des jours de semaine, avec demi-journée de congé. Observe que le logement et la maîtrise de la langue sont les conditions nécessaires d'un accueil digne.

Jacqueline G : (ancienne directrice d'ehpad) s'interroge sur le rôle et l'implication des parents dans les « incivilités ». Découvre les GJ et les valeurs qu'ils portent, les problèmes qu'ils révèlent (travailleurs pauvres...) Estime que l'exécutif défend une « classe dominante ». Referendum : pourquoi pas ; mais « terrifiée » par les symboles de « croix gammée »

Jacqueline D :

observe les conditions de renouvellement des titres de séjour (milieu artistique). Incivilités : quelles préventions contre les violences ? les files d'attente de soin sont interminables [parle des centres médicaux-psychologiques] avec des regroupements qui ne tiennent pas compte des besoins (débat : un autre participant témoigne que son expérience des CMP est très différente, les a trouvés très réactifs) N'est pas opposée à un accroissement des impôts pour financer les services publics.

Jeanne B :

observe une grande défiance des élus ; estime que cela vient d'un défaut de transparence. Pas favorable au cumul des mandats, y compris dans la durée, et souhaite une vraie inéligibilité. Election : favorable à la proportionnelle, faute de quoi le débat est esquivé. S'interroge sur l'influence des GAFAM dans les élections occidentales. Favorable à la prise en compte du vote blanc. Défavorable aux lobbies et favorable à un quorum de présents pour l'adoption des lois, ainsi que d'un délai maximum pour la parution des décrets d'application. Referendum : favorable tant au niveau local que national : le voit comme un avertissement

aux élus qu'ils n'ont pas un chèque en blanc. Estime que la démocratie doit aussi donner la parole aux plus démunis (évoque et légitime les GJ) Effarée par la désertification du territoire au profit de métropoles qui concentrent les richesses, organes de décision et problèmes (donne l'exemple d'entreprises de Brest qui délocalisent à Rennes). Estime que les violences sont conséquences du défaut de considération.

Jacques C :

propose une relecture historique de l'apparition de la république (1789), la déclaration des droits de l'homme, une représentation politique étendue (de droite à gauche) ; présente Napoléon III comme « premier président de la république élu » ; s'interroge sur l'identité des lobbies ; est défavorable au referendum ; rappelle que le vote de 1969 portait sur la suppression du sénat ; est peu convaincu par les réseaux sociaux ; met les excès de vitesse dans les incivilités.

Alain V :

Je ne comprends pas pourquoi la question de l'immigration est à l'ordre du jour dans ce débat sur la démocratie. Ce sujet concerne 240 000 personnes titulaires d'une carte de séjour, dans une population de 67 000 000 de citoyens français. Il y a plus de 300 000 français qui sont établis et travaillent à l'étranger. Ce qui fait une immigration négative.

J'ai opposé Liberté-Egalité-Fraternité à : Individualisme forcené, non-partage et exploitation de l'être humain par l'être humain.

La France s'était engagé à accueillir 19 000 étrangers par an en 2015, la réalité a été de 4260 en 2016.

Les 26 personnes les plus riches sur la planète détiennent ce que possèdent 3 800 000 personnes les plus pauvres.

J'ai parlé d'évasion fiscale et non pas d'"optimisation" fiscale des 40 entreprises du CAC 40 qui ont plus de 2500 filiales dans les paradis fiscaux, pour échapper au versement dans le pot commun. Cette évasion fiscale en France pour toutes les entreprises est estimée autour de 90 milliards d'euros par an.

Dire que la cause de nos problèmes est pour moi le colonialisme est un peu trop réducteur.

Pour finir, il y a moins de 1 % de la population de notre ville de Marcy l'Etoile qui s'est rendu à ces réunions lancées par le président de la république. C'est dire le manque d'intérêt flagrant de nos concitoyens à ce grand débat national.

Est-ce par qu'ils pensent que cela ne sert à rien ou trop orienté et biaisé? Ou un message de désintérêt adressé directement au président?

Ou est-ce que nous avons atteint un niveau de déclin de l'intérêt pour la chose publique jamais égalé?

Agnès S :

participation aux élections : comprend lorsque le choix est restreint (ex=présidentielles) mais s'interroge lorsque le choix est vaste (1er tour des législatives). Elections syndicales : observe la refonte actuelle des organes (CE-CHSCT...) et s'interroge sur le peu d'intérêt montré ; réponse d'un responsable syndical : peu de gens ont la carte d'un parti ; c'est pareil pour les syndicats.

Henri J : (ancien économiste, conseiller g et métropole)

observe ce moment particulier dans la vie politique. Estime que le cœur du débat est l'articulation entre démocratie « élective » et « participative » ; estime que la vie publique nécessite les CI. Favorable au vote blanc mais peu convaincu par un « vote obligatoire ». Cumul : cela dépend du type de mandat ; favorable à une interdiction en ce qui concerne les mandats exécutifs. Hostile au quinquennat et au couplage présidentielles-législatives. Referendum : pourquoi pas ; rappelle que les votations suisses sont préparées longtemps à l'avance, avec un échange citoyens-élus. Le « mille-feuilles administratif / politique » : est également un « mille-feuilles de démocratie participative » ; s'interroge par exemple sur les rapports des budgets commune / métropole ; cite les chiffres pour Lyon : 3,5 Mds€ pour la métropole (1,3 Mh) et le budget communal (10 M€ pour 3500h) avec une puissance d'action supérieure y compris au niveau local.

Patrick S : (ancien fonctionnaire de police)

a constaté des problèmes de répartition des populations ; souhaite une réappropriation du territoire, est hostile à la concentration en métropoles. Observe que le mot « démocratie » est un fourre-tout mal défini : cette 'démocratie reste à bâtir ; rappelle l'exemple d'Athènes qui n'avait rien d'idéal avec l'existence de sous-citoyens et d'esclaves. Cumul des mandats : résolument hostile pour les grandes villes (député-maire...) car il est impossible d'assurer correctement deux missions à temps plein. Est scandalisé par l'existence de 'travailleurs pauvres'. Souhaite la proportionnelle afin de libérer la parole (faute de quoi la violence prendra le dessus).

Nathalie :

sensible à l'intégration ; cite des chiffres [non sourcés] prévus concernant les 'réfugiés climatiques' : 800 Mh venant des zones littorales, et 700 Mh de zones internes aux continents.

Alain F :

pointe la différence entre réfugiés et immigrés [économiques] ; rappelle que le continent africain est riche et plutôt peu peuplé (densité moyenne hors Sahara autour de 80), que le leitmotiv des dirigeants africains eux-mêmes est « laissez-nous nos forces vives, elles nous sont nécessaires pour notre développement », et qu'une générosité irréfléchie peut avoir l'effet inverse de celui recherché ; donne l'exemple d'un état africain dont davantage de ressortissants médecins exercent dans la région parisienne que pour sa propre population : comment alors soigner les populations sur place ?

Lit les conflits actuels à travers deux grilles de lecture différentes sur l'homme. L'une est représentée emblématiquement par Julian Huxley (premier directeur de l'Unesco en 1946 ; son frère Aldous est davantage connu par son roman « Le meilleur des mondes » qui décrit l'utopie de Julian – qu'il ne semble pas partager – avec des classes Alpha+, Alpha, Beta...), appuyé par tout le bloc communiste et les états matérialistes lors de la rédaction de la DUDH de 1948 ; schématiquement, l'homme n'existe que par son esprit, son pouvoir, qui conditionnent sa 'dignité' : par exemple les 'Alpha+' du meilleur des mondes possèdent une dignité optimale, là où les 'deltas' ou 'epsilon' en sont quasiment dépourvus et ne valent guère mieux que du bétail ; ce qui résume cette vision politique est « l'Intérêt général », somme pondérée des intérêts particuliers, avec deux travers : la mise en concurrence des intérêts particuliers, et l'alourdissement inévitable de la pondération des intérêts dominants (donne l'exemple du 'rapporteur' de la loi de bioéthique qui a purement et simplement

annulé toutes les contributions au 'débat' pour ne livrer que son opinion personnelle) ; l'une des sources de cette idéologie vient de Guillaume d'Occam (XIVème), père du nominalisme, qui déconnecte les noms des réalités qu'ils sont censés désigner : cela permet de transformer totalement les lois sans nécessiter de réécriture.

A l'opposé, la lecture plus traditionnelle, dont un représentant emblématique pourrait être Jacques Maritain, est le personnalisme : l'homme est corps et esprit, avec plusieurs composantes idéalement en équilibre ; sa dignité est intrinsèque (ne dépend pas de son esprit, sa richesse, sa condition sociale ou physique...) ; le principe qui le résume est le « Bien commun », ensemble des conditions sociales permettant, tant aux groupes qu'à chacun de ses membres, d'atteindre leur perfection, d'une manière plus aisée et plus totale ; les individus ne sont plus ici en concurrence, la réalité guide le législateur. A travers cette lecture, on est en droit de voir l'incivilité comme fille de l'Intérêt général, puisque chacun défend jalousement son propre intérêt particulier.

Claire :

a relu la DDH de 1789 et relevé un point particulier (...le secrétaire n'a pas eu le temps de le noter) Vote blanc : souhaite qu'il soit pris en considération lorsqu'on n'a pas la possibilité de choisir un candidat qui partage notre vision de l'humanité ; reste à savoir ce qu'on en fait (donne une comparaison avec le supermarché qui n'offre plus que des produits qui ne conviennent pas à l'acheteur). Immigration : sensible à l'accueil, mais aussi aux conditions de l'accueil.

Christian :

remercie pour les idées émises ; est sensible à l'incivilité numérique, favorisée par l'anonymat, et observe la surreprésentation de quelques trolls aux commentaires indigestes.

Vote blanc : semble un bon compromis, avec une suggestion : revoter si une certaine proportion de VB est atteinte ;

favorable au vote numérique, avec quelques réserves sur les possibilités de fraude ;

trouve anormal qu'un parti politique puisse bénéficier massivement de financements privés et est favorable au « chèque politique ».

Referendum : avec précaution mais pourquoi pas tester ?

Les lobbies posent question, avec le principe de la défense d'intérêts commerciaux.

4. Débat ouvert (fin de séance)

Défiance des élus : faut-il diminuer leur nombre ? cela renforcerait le sentiment de leur inutilité ; faut-il au contraire adapter le nombre d'élus à l'effectif de la population ?

Travailleurs pauvres : les mesures proposées (défiscalisation des HS) en réponse au mouvement des GJ sont prises sur l'argent public, et dépendent fortement de l'entreprise concernée : les sous-traitants en particulier n'en bénéficieraient guère.

Délais de traitement de titres de séjour en préfecture : vu comme une conséquence de la réduction du personnel.

Vote électronique : attention aux fraudes ! le vote 'à la maison' ouvre la porte à toutes les dérives (par ailleurs l'opacité de système autorise toutes les manipulations invisibles).

Identité numérique obligatoire : la question se pose pour les propos anonymes incontrôlés.

Inclure les jeunes : le 'conseil municipal des jeunes' est une bonne idée (intervention : a existé à Marcy)

Vote obligatoire : entraîne un déficit de liberté

Service civique : un intervenant témoigne que, parmi les dernières promotions à avoir fait le service militaire, il y a rencontré pour la première fois des personnes de tous milieux ; le considère comme une expérience humaine riche ; estime que le service civique pourrait favoriser cette ouverture.

Jeunes : un intervenant fait observer que, lui-même ayant été jeune , n'avait pas besoin d'assistance ni de soutien pour créer son association, sans subventions ; estime qu'en assistant excessivement les jeunes, on leur rend un bien mauvais service (maintenus infantilisés)

Confirmation d'un autre intervenant : l'encadrement des initiatives est un réflexe, une tendance en expansion, qui tend à tuer tout esprit d'initiative individuel.

Etat paternaliste : c'est aussi une manière de présenter les choses, par l'exécutif.

Confirmation d'une intervenante, qui ne souhaite pas du tout être '

L'organisation de l'État et des services publics

23 02 2019 – Maison du Mail, à Marcy l'Etoile

Organisateurs : Claire et Christian CHABUEL
Secrétaire : Patrice LEBRUN

Table des matières

1. Préambule.....	2
2. Introduction	2
3. Les interventions.....	3

1. Préambule

La prise de note a été effectuée ‘au vol’, selon ce que le rédacteur a pu saisir. Il s’agit ici d’une transcription fidèle du manuscrit – hors les fautes éventuelles de forme – selon ce qui a pu être compris et résumé. Nous vous prions de signaler les erreurs manifestes ou omissions que nous rectifierons autant que possible (il ne s’agit pas de refaire un débat, même si l’exercice pourrait s’avérer fructueux). Le rédacteur vous prie également d’excuser les erreurs éventuelles sur les identités des intervenants.

2. Introduction

Présentation du thème (site officiel et autres sources) :

5.480.202 agents publics travaillent au service des citoyens

> 13 millions de collégiens, lycéens et apprentis dans l’enseignement public

> 20 millions de patients soignés (urgences et hopitaux)

> + 4 millions d’interventions réalisés par les services départementaux

> 39 millions d’objets acheminés par la Poste chaque jour

> + police, gendarmerie, impôts, allocations familiales, pôle emploi, missions d’inspection et de contrôle sanitaire, alimentaire...

45% des usagers français perçoivent une dégradation de la qualité des services publics

Rendre les administrations et les services publics

plus utiles, plus proches, plus simples et transparents

> Liste des pas ou peu accessibles (distance, horaires, attentes...)

> Développement de services par internet ? Lesquels ?

> Quid des citoyens éloignés du numérique ?

> Répartition des compétences Etat / Collectivités locales

> Idées pour simplifier leurs relations avec l’administration

(Maisons de services publics, services itinérants, sur prise de rdv, agents polyvalents...)

3. Les interventions

André P. Retraité - Présent sur Marcy depuis 35 ans.

Trop d'élus qu'il faut payer même quand la fonction est terminée, comparativement aux autres pays Européens

Souhaite que le vote blanc soit comptabilisé – Sujet de la réunion N°3.

André V. Fonctionnaire à la retraite de l'école Vétérinaire de Marcy – présent depuis 1985 sur Marcy

N'est pas d'accord sur le fait que l'on veuille réduire, supprimer les fonctionnaires. Rappelle qu'à ce jour il y a beaucoup de contractuels embauchés pour des durées courtes – 3 ans voire 6 ans au maximum ce qui empêche la stabilité des compétences. Ces contractuels ne peuvent pas prévoir d'avenir, ni emprunter de l'argent du fait de l'instabilité de leur contrat. Pourquoi ne pas faire des contrats « type CDI » pour les « bons » afin d'assurer une meilleure stabilité de la fonction publique et éliminer les mauvais.

Constat : Aujourd'hui l'école vétérinaire a 110 élèves dont 100 femmes. Celles-ci, lorsqu'elles seront sur le monde du travail, deviendront mères limitant les actions d'aide aux personnes ayant besoin de leur service – particulièrement dans le monde rural.

Adèle S. – Présente depuis 21 ans sur Marcy L'Etoile – Etudiante

Estime que les étudiants « post-bac » ne sont pas assez aidés particulièrement lorsqu'il y a un échec sur l'orientation après une année ou plus en enseignement supérieur pour tenter de rebondir sur une autre voie.

Le système scolaire Français ne met pas assez l'accent sur la formation à la langue Anglaise, absolument nécessaire aujourd'hui dans n'importe quel métier.

A constaté lors de période à l'étranger que les Français étaient vraiment nuls en comparaison des autres pays européens qui maîtrisent mieux cette langue.

Les orientations vers des formations en Alternance ne sont pas valorisées par le corps enseignant.

Les enseignants apprennent à apprendre. Comment faire pour qu'ils passent plus de temps dans le monde professionnel.

Luc S. (Elu)

Donne un rappel rapide de l'organisation du mille-feuille Administratif. Chaque entité publique à sa propre compétence pour régler une problématique. Si chaque entité dépasse sa limite de compétence [tout le monde s'occupe de tout] cela donne une image pour le citoyen de défiance. On ne sait pas vers quelle administration se retourner pour tels ou tels problèmes. Les mairies éloignées des grandes métropoles, ont plus de mal également à transmettre certains dossiers car pas au fait de tous les rouages. Ces élus-là ont des doutent que peuvent ressentir leurs administrés, créant une défaillance supplémentaire vis-à-vis des services publics.

Il faudrait accroître la pédagogie pour que les administrés reprennent confiance et comprennent mieux les systèmes. Et que chaque fonctionnaire fasse son travail.

Connait une personne qui travaille dans le monde de l'information (France 3 télévision) qui en est à sont 535 ième CDD en 2 ans – L'état n'applique pas les mêmes règles que celles

imposées aux entreprises privées.

Constat également que sur les périodes de mandats, les votes pour définir les chantiers / actions se font rapidement dès le début des mandats mais que l'application tarde réellement avec une accélération sur les fins de mandats pour préparer les réélections suivantes éventuelles. Comment mieux planifier les actions votées ?

Jacques C. – Retraité de la fonction publique - Depuis 8 ans sur Marcy L'Etoile

Qu'est ce qu'un régalien ? Doit assurer la continuité de l'état.

Surpris qu'il n'y ait pas plus de ministère régalien dans l'organisation de l'état (Transport, l'énergie par exemple ne sont pas inclus).

Rappelle que les gardiens de la paix ont plusieurs missions dont certaines ne sont pas visibles ou connus des administrés et pourtant occupent du temps (raccompagne un conducteur au-delà des limites d'alcoolémie, constat d'adultère, de démence, etc..).

Constata que la fonction de Maire doit être complexe au quotidien au vu des multiples missions confiées.

Philippe L. – Retraité – présent sur Marcy L'Etoile depuis 2012.

La dépense publique représente 56% du PIB. Ne souhaite pas qu'on augmente les prélèvements mais qu'on répartisse mieux ces ressources. Aujourd'hui tout le monde dit que le service public se dégrade, mais pourtant cela fonctionne :

- Perception des impôts : RAS
- Départ en retraite : RAS avec des personnes rencontrées qui ont été très efficaces
- Sécurité Sociale : Remboursements rapides.

La sécurité sociale utilise 3% des sommes pour sa gestion tandis que les mutuelles en consomment 20%.

Constat que les dépenses de fonctionnement de l'éducation nationale montent alors que le nombre d'élèves diminuent pour en plus un classement au rang mondial qui ne fait que se dégrader. Cela provient-il d'une mauvaise gestion du personnel ? Les enseignants Français sont mal payés (30 à 40% en dessous de nos pays voisins).

Concernant les personnels de Santé, ils ont une forte charge de travail avec un salaire qu'il conviendrait de revaloriser.

Beaucoup de « services publics » réalisés par des entreprises privées

- Distribution de l'eau
- Distribution de l'énergie

Tous ceux-là ne sont pas comptabilisés dans la fonction publique pour un service public rendu.

Souhaite qu'il y ait un développement de maison du service public comme cela commence à se développer avec les maisons médicales car parfois il n'est pas aisé de trouver une réponse

sur internet tout seul – Le fait de rencontrer et se faire aider par des personnes formées aux multiples questions pourraient redonner du sens au service public.

Rendre obligatoire les gardes pour les médecins plutôt que d'encombrer les urgences.

Comment mesure-t-on l'efficacité, la productivité des agents ? Y a-t-il des indicateurs de performance comme dans les entreprises privées ?

En conclusion, Améliorer sans Dépenser plus !

Chantal – sur Marcy depuis 32 ans

Constata que son généraliste part à la retraite et ne sera pas remplacé – Va devoir aller directement chez le spécialiste entraînant des coûts que tous ne peuvent supporter.

Fabienne L. – Sur Marcy depuis 5 ans. – Enseignante

Trouve qu'il est très difficile de joindre un service quand on en a besoin – La C.A.F impossible à joindre par téléphone.

Trouve qu'il n'est pas normal que les préconisations de la cour des comptes ou autres organismes d'analyse, ne soient pas contraignantes pour l'état.

Patrice L. – Sur Marcy depuis 5 ans – Dirigeant d'entreprise.

Vis-à-vis de pôle emploi, constate que l'aide apportée lorsque l'on est dans une situation sans emploi, n'est pas optimum suivant les compétences / Expériences des chômeurs. Les budgets formation inexistant pour les très diplômés.

Trouve dommage que le système de protection sociale privilégie le « non travail » plutôt que le plein emploi – Beaucoup de personnes viennent acquérir de nouveau leur droit pendant une période donnée dans les entreprises pour ensuite rester chez eux à être payés autant que s'ils travaillaient. Il conviendrait de revoir les modalités de fonctionnement du chômage suivant les cas, âges, compétences, etc...

Le C.I.F, lorsqu'il n'est pas utilisé par la personne, pourrait être utilisé pour d'autres actions telles que le code de la route pour ses enfants, ou autre.

Claire C. – Sur Marcy depuis 2006 Fonctionnaire

La polyvalence existe sur Marcy avec des remplacements possibles lors des absences des uns et des autres .

Lorsqu'un agent veut se former, il n'existe pas toujours les formations adéquates avec l'organisme régissant les formations des agents (CNFPT) obligeant à trouver des formations dans le privé avec des coûts très supérieurs.

Le service public s'est aussi savoir écouter. A améliorer pour un meilleur service public.

Christian C. – Sur Marcy depuis 2006 Cadre dans le multimedia

Armée : Celle-ci doit abaisser ses effectifs et ses budgets particulièrement depuis la création de l'Europe avec normalement une force commune. Quand est il ?

Enseignement : Doit on faire plus découvrir le monde professionnel aux enseignants car les enfants qui arrivent à la période des choix pour leur futur métier ne sont pas épaulés par les enseignants qui majoritairement ignorent le monde professionnel. Créer des périodes régulières de découverte des métiers.

Santé / personnes âgées : Comment améliorer la situation particulièrement avec le vieillissement de la population ?

Développer les maisons du service public / Les services publics itinérants

Obliger les médecins à s'installer dans les zones désertées